



Lettre n° 146 du 14 juin 2020

Au sommaire :

- **Contre Macron et ses provocations, ensemble le 16, avec les hospitaliers, pour défendre nos droits et l'avenir de la société** - Daniel Minvielle
- **Relocalisation, protectionnisme, nationalisme ou réorganisation de l'économie par les travailleurs et solidarité internationale ?** - Laurent Delage

Contre Macron et ses provocations, ensemble le 16, avec les hospitaliers, pour défendre nos droits et l'avenir de la société

Pas de scoop, ce dimanche soir, Macron ne s'est guère « réinventé ». Il a tenté de reprendre la main, comme il avait, paraît-il, envisagé de le faire en provoquant une élection présidentielle anticipée ! Il a tenté de se placer au dessus de la mêlée au nom de l'union nationale pour affronter la vague de mécontentement qui monte de partout, y compris au sein de sa police, alors qu'après avoir perdu la majorité au Parlement, son parti va vers une déroute aux municipales. Et l'imposeur n'hésite pas « en même temps » à soutenir sa police au service de « la loi et l'ordre » contre les classes populaires tout en prétendant rejeter le racisme et comprendre la jeunesse...

Ce mécontentement profond s'exprime dans la rue, au mépris de la loi d'urgence sanitaire qui prétend interdire les rassemblements de plus de 10 personnes. Les manifestations contre les menaces de fermeture ou de licenciements comme à Renault, les mobilisations contre la remise en cause d'acquis sociaux comme à Derichebourg près de Toulouse, la préparation de la journée de mobilisation pour la Santé mardi 16 en sont autant d'expression. De même que les multiples rassemblements contre les violences policières et le racisme suite au meurtre de George Floyd et pour exiger justice pour Adama Traoré, dont celui de samedi à Paris qui a été l'occasion pour le préfet Lallement de nouvelles provocations.

C'est une même contestation politique et sociale, démocratique qui sourd de partout.

Le gouvernement n'en poursuit pas moins sa politique au service du CAC40, alors que l'ampleur de la débâcle économique et sociale se révèle de plus en plus.

Au nom de la préparation d'une prétendue relance, il en appelle à l'effort de tous, à l'union nationale, pour imposer la seule politique possible pour les classes dominan-

tes, une offensive sans précédent contre la classe ouvrière. Pour Le Maire, la lutte contre l'explosion du chômage, c'est sauver les profits et donc distribuer des milliards aux grandes entreprises. Pour « amortir le choc » des 800 000 emplois déjà perdus et les annonces de faillite qui se multiplient il distribue des milliards pour tenter de maintenir l'activité en maintenant les profits pour sauver ce qui peut l'être en attendant les hypothétiques effets de la « relance »...

« Sauver les profits pour sauver l'emploi », c'est le sens des attaques de Pénicaud contre les travailleurs. Nul ne sait jusqu'où les rapports de force sociaux lui permettront d'aller, mais les objectifs sont clairs, formulés par divers think tanks patronaux : prolonger le plus longtemps possible les mesures dérogatoires au temps de travail mises en place pendant le confinement, en finir avec les 35 heures, liquider ce qu'il reste du code du travail, porter l'âge de départ à la retraite à 65 ans... (retraite dont la réforme, mise en attente depuis le début du confinement, refait son apparition). Les grandes confédérations syndicales, bien loin d'organiser la riposte qui s'impose, s'empressent de répondre aux invitations du ministère du travail, comme la semaine passée pour une « concertation express des partenaires sociaux » sur le régime de financement du chômage partiel.

Autre chantier auquel prétend s'être attaqué le gouvernement, celui du système de Santé dont la crise sanitaire a révélé l'état de délabrement. Mais le « Ségur de la Santé », piloté par Nicole Notat, se révèle pour ce qu'il est, une mascarade pour que rien ne change. Sud a, à juste titre, claqué la porte.

Patrons et ministres sont pressés d'en finir avec le confinement pour que l'activité économique reprenne. Mais la loi d'urgence sanitaire par laquelle le gouvernement a

tenté de maîtriser sous contrôle policier la propagation de l'épidémie reste encore sur bien des points en vigueur. C'est à travers elle qu'il contrôle le processus de déconfinement, de façon toute aussi policière, en supprimant ou en « adoucissant » certaines des 25 mesures qui la constituent. Pour l'instant, 5 ont été levées, concernant essentiellement les limitations de circuler sur le territoire national ; 4 ont été « adoucies », comme celle qui interdisait aux restaurants de recevoir des clients. Les autres restent actives, telle par exemple la « *limitation du contrôle parlementaire sur les ordonnances prises par le gouvernement* ». Quant à celle qui visait à interdire les manifestations en limitant les rassemblements à moins de dix personnes, elle vient d'être retoquée par le Conseil d'Etat. Il est vrai qu'elle avait été mise à mal par les mobilisations de ces derniers jours...

Cet état d'urgence devrait prendre fin le 10 juillet, mais le gouvernement s'est réservé la possibilité de le prolonger, expliquant : « *Si une aggravation générale ou localisée de la situation devait justifier des mesures plus restrictives de liberté, le gouvernement devrait alors recourir à nouveau à l'état d'urgence sanitaire, lequel pourrait être remis en vigueur, sur tout ou partie du territoire, par un décret en conseil des ministres.* »...

L'État se prépare à l'affrontement social.

« **Un immense défi** »... pour le monde du travail

L'OCDE publiait le 10 juin un rapport présentant deux « scénarios catastrophes » pour les mois à venir. Une version « optimiste », dans l'hypothèse où la pandémie restera sous contrôle, et une « pessimiste », dans le cas contraire. Les deux prévoient un fort recul du PIB mondial sur l'année 2020 (- 6 % et -7,6 %), suivi en 2021 d'un rebond à 5,2 % pour la version optimiste, de 2,4 % sinon. Mais même dans l'hypothèse la plus favorable, et en admettant que ce rebond se produise vraiment, ce qui est loin d'être acquis, + 5,2 % ne compense pas - 6 %. Comme le dit une auteure du rapport, quel que soit le cas, la « *perte de revenu dépassera celle de toutes les récessions précédentes au cours des cent dernières années, sauf en période de guerre, avec des conséquences terribles et durables pour les populations, les entreprises et les gouvernements* »... Les prévisions de l'OCDE sont bien pires pour la France, où le recul de croissance pour 2020 devrait se situer entre -11 % et - 14%.

Ces prévisions rejoignent celles de la Banque Mondiale parues en début de semaine, pour qui la situation actuelle est « *la plus grave crise économique mondiale depuis 150 ans* ». Selon une de ses dirigeantes, « *Il s'agit d'un choc dévastateur dans toutes les économies qui ont besoin d'une action mondiale urgente [...] C'est une crise qui devrait laisser des cicatrices pendant longtemps et poser d'immenses défis à l'échelle mondiale* ».

A cette récession sans précédent s'ajoutent les menaces accumulées sur le plan financier. En France, l'endettement des entreprises approche 2 000 milliards d'euros, le double d'il y a dix ans. Celui de l'Etat explose du fait des inter-

ventions de soutien aux entreprises, des divers plans de relance (automobile, tourisme, aéronautique...). A quoi il faut ajouter les garantis de prêts par lesquels les caisses publiques s'engagent à rembourser entre 70 et 90 % des sommes empruntées en cas de faillite de l'entreprise bénéficiaire.

Le surendettement des entreprises et des ménages, alors que s'accroissent les menaces de faillites et de pertes d'emplois augmente le risque qu'une forte part de ces dettes ne puisse jamais être remboursée. C'est pourquoi la BCE se prépare à étendre les mesures de rachat de dette, jusqu'alors limités aux marchés obligataires (dettes d'État et de grandes entreprises), aux crédits bancaires aux entreprises et privés. Alors que les sommes allouées au rachat des dettes obligataires s'élèvent à 1350 milliards, la somme pour le rachat des autres dettes s'élèverait à 500 milliards et pourrait être doublée en cas de nécessité.

Ces milliers de milliards dépensés par l'État, comme ceux distribués sans compter par les banques centrales n'ont en réalité qu'un effet très limité sur les perspectives de reprise économique. Celle-ci est conditionnée par la reprise de la demande, du marché solvable, lourdement frappé par la vague de pertes d'emplois. Le phénomène est pour l'instant compensé en partie, en France, par les mesures de financement du chômage partiel. Mais ces mesures prendront fin pour des dizaines de milliers de travailleurs lorsque les vagues massives de licenciement annoncées dans divers secteurs deviendront effectives, sans oublier les faillites de petites et moyennes entreprises dont personne ne peut évaluer l'ampleur. Quant aux milliers de milliards distribués, loin de créer de l'emploi, ils vont servir à financer pour une part les restructurations et modernisations que les multinationales préparent pour faire face à une concurrence internationale exacerbée, comme à alimenter le casino des marchés financiers, accumulant les ingrédients d'un nouveau krach financier.

Contrairement à ce que rabâche la propagande aux ordres, le Covid-19 n'est pas en lui-même responsable du champ de ruine économique, sociale, politique, écologique dans lequel se trouve plongée l'humanité. Tout au plus est-il le déclencheur et l'accélérateur d'un effondrement déjà en cours dont les causes sont à chercher dans le fonctionnement même du système, sa soumission à l'anarchie de la concurrence et des lois des marchés, comme dans les politiques menées depuis des années par les États et les banques centrales pour garantir les profits d'une minorité totalement parasitaire, maintenir sous perfusion un système économique à l'agonie.

Les travailleurs, la jeunesse sont, eux, porteurs d'un « *immense défi* » qui n'est pas un mirage, mais la perspective de sortir l'économie mondiale de la débâcle dans laquelle le capitalisme l'entraîne, en la débarrassant des rapports d'exploitation capitalistes, du profit et de la concurrence.

Pour un plan d'urgence sanitaire, social, écologique, démocratique

La vague de licenciements qui a commencé met à l'ordre du jour la nécessité d'une riposte pour imposer l'inter-

diction des licenciements, la répartition du travail entre toutes et tous, le maintien des salaires, la réquisition des entreprises en faillite. Quant à l'urgence sanitaire, elle ne peut trouver ses réponses que dans la satisfaction des exigences que porte depuis longtemps, le personnel hospitalier qui sera en grève le 16. Il est urgent d'en finir avec les destructions de services, d'ouvrir des lits, moderniser les équipements, d'embaucher massivement et d'augmenter les salaires. Il faut mettre fin aux logiques de rentabilité dans la Santé, mettre fin à la concurrence public-privé, ce qui suppose exproprier les groupes financiers propriétaires de cliniques et d'Ehpad, pour constituer un seul service public de santé.

La pandémie a brutalement démontré que la question écologique est une question d'urgence qui englobe les conditions de vie de l'humanité tout autant que le climat et l'avenir de la planète. Une gestion consciente des relations entre la société humaine et la nature nécessite de mettre fin au désordre de la concurrence mondialisée.

L'urgence écologique se combine à l'urgence démocratique. Il n'y a pas de progrès sanitaire, économique, social sans l'intervention du monde du travail et des populations pour exercer leur contrôle, décider de leur propre destin. L'exigence démocratique, l'aspiration à la dignité, à l'égalité et à la justice ont été une nouvelle fois portées par le soulèvement planétaire contre les violences policières et

le racisme déclenché par le meurtre de George Floyd. Elles étaient au cœur des puissants mouvements de révolte populaire qui ont secoué le monde durant la dernière décennie et en particulier au cours de l'année passée.

Ces aspirations se heurtent de plein fouet aux intérêts des classes dominantes et des gouvernements qui les servent. Elles remettent en cause le règne de rapports sociaux d'exploitation issus du passé, basés sur l'appropriation privée par les « 1% » des richesses produites par le travail des « 99% ». C'est avec ces rapports sociaux qu'il s'agit d'en finir.

C'est la tâche qui incombe au monde du travail conscient que l'ampleur de la crise globalisée du capitalisme pose de façon pressante la question du pouvoir, de qui décide dans la société, la grande masse de celles et ceux qui produisent toutes les richesses, ou une infime minorité de parasites dont la soif de profits a conduit le monde à la ruine.

Elle se réalise à travers chaque lutte, chaque mobilisation qui, pratiquement, sont autant de moments vers la mise en œuvre d'un plan d'urgence sociale, sanitaire, écologique, démocratique comme le sera la journée du 16 aux côtés et ensemble avec les travailleurs de la santé, l'occasion de discuter de nos revendications communes, de préparer les jours d'après face à un pouvoir en déroute.

Daniel Minvielle

Relocalisation, protectionnisme, nationalisme ou réorganisation de l'économie par les travailleurs et solidarité internationale ?

Chômage et licenciements... La 2^{ème} vague, celle du virus du profit, est bien là. Les discours sur la « relance » associés avec ceux sur le protectionnisme, le « *patriotisme économique* » vont bon train, cherchant à enrôler les travailleurs derrière une « unité nationale » au service exclusif des classes dominantes. Macron prend la pose en déclarant « *il nous faut rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française* » et, de son côté, Le Maire entend « *rompre avec trente années où l'on a massivement délocalisé* ». Montebourg, ex ministre de Hollande du « développement productif », essaye de jouer sa carte en jouant la même musique et ressort son livre sur le « *made in France* ».

Cette question revient aussi au centre des revendications du collectif « *Plus jamais ça* » et des 34 propositions de son « Plan de sortie de crise », appelant à la « *relocalisation des activités* » au nom de la « *transition écologique et sociale* ». Comme si la question de la production et des échanges se posait hors des rapports de force entre les classes, hors de la politique des capitalistes et des États à leur service. Comme si la situation actuelle n'exigeait pas une toute autre réponse que ces vieilles recettes institutionnelles au moment même où le parasitisme du capita-

lisme, de la concurrence pour les profits, éclate au grand jour.

Subventionner le capital « quoi qu'il en coûte »

Toute cette campagne de Macron sur la « *souveraineté industrielle* » vise avant tout un objectif, celui de justifier les milliards distribués aux patrons et à la finance. Un « *pongon de dingue* » destiné exclusivement à sauver les profits... à défaut de « *sauver les emplois* ».

Utilisant cette campagne des relocalisations pour augmenter la pression sur les travailleurs, le gouvernement monte au créneau contre les salaires, « trop chers » pour les patrons qui réclament la « *diminution des coûts variables* ». Darmanin a même clairement annoncé la couleur en dénonçant l'augmentation des salaires qui « *détruit l'emploi* » !

Quant à Pénicaud, elle appelle les patrons à se saisir des « *accords de performance collective* », cette nouveauté des ordonnances Macron de 2017 qui permet tous les chantages à l'emploi, comme d'une « *alternative au licenciement* », en baissant les salaires comme à Ryanair ou Derichebourg.

Même politique avec la nouvelle mouture de « l'activité partielle ». Pénicaud prévoit déjà qu'« *en contrepartie d'un accord qui pourrait intégrer de la formation, une baisse du temps de travail et un engagement à ne pas licencier, l'État continuerait à prendre en charge une partie des salaires en chômage partiel* » ... Baisse du temps de travail et des salaires bien entendu !

Quant aux patrons, ils profitent eux aussi des discours sur la relocalisation pour réclamer encore plus de fric, à l'image du Medef qui se dit prêt à accepter des « *relocalisations ciblées* » en échange de 5,5 milliards de baisses d'impôts. Mais de toute façon, les multinationales, le grand patronat continueront leur politique en fonction de leurs intérêts, de la concurrence et de leurs profits. Si au passage ils peuvent récupérer de l'argent public pour quelques relocalisations très partielles de certains fournisseurs qui les arrangent... pas de problème, ils prendront l'argent !

Même chose pour les trusts pharmaceutiques, pas très inquiets, ni même préoccupés de l'agitation du gouvernement sur la nécessité de « *l'indépendance sanitaire* » et « *stratégique* ». Comme le résume un patron de labo à propos du midazolam fabriqué pour l'essentiel en Inde : « *investir dans une nouvelle usine qui ne produirait que du midazolam ne serait pas rentable. C'est un médicament qui prend beaucoup de temps de machine, mais ne rapporte quasiment rien* »... Tout est dit.

Les multinationales, les fonds d'investissements continuent leur lutte pour accaparer la moindre parcelle de plus-value partout dans le monde. L'État comme les Banques centrales ne sont là que pour les servir, en augmentant toujours plus la dose de la perfusion de capitaux pour maintenir les marchés financiers coûte que coûte. Cette question des relocalisations n'est là que pour plier les travailleurs au « *patriotisme économique* » et leur imposer les baisses de salaires, les suppressions d'emplois, les augmentations de cadences et de temps de travail.

« Relocalisations » ou le contrôle démocratique des travailleurs

La tribune du 27 mars des 18 organisations syndicales et associations « *Plus jamais ça* » appelait elle aussi à la « *relocalisation des activités, dans l'industrie, dans l'agriculture et les services [...] dans le cadre d'instances multilatérales et démocratiques* » sans contester, ni même poser le problème de qui est propriétaire de ces moyens de production, comme si la question du rôle et du poids des multinationales ne se posait pas, tout comme leurs rapports aux Etats.

Dans les « *34 propositions pour un plan de sortie de crise* », ce même collectif revendique « *une relocalisation des activités, qui s'accompagnerait de mesures fortes de solidarité européenne et internationale* ». Rajouter le vœu pieux de la « *solidarité internationale* » à côté d'une politique protectionniste, dans un monde de concurrence capitaliste acharnée, ne change rien à l'affaire et relève plus du... « *en même temps* » comme le dirait Macron !

De même, leur plan aborde la relocalisation du secteur agricole, la « *souveraineté alimentaire* », les « *circuits courts* », « *relocalisés* »... sans dire un mot de l'industrie agroalimentaire et de ces multinationales françaises qui exploitent les agriculteurs et fixent leurs prix comme Lactalis, Carrefour ou Danone ! Comment imaginer une réorganisation de l'agriculture en fonction des besoins collectifs sans s'attaquer à ces trusts, sans imposer le contrôle des travailleurs de ces secteurs, alliés aux agriculteurs ?

Ces revendications de relocalisations sont présentées sous le vernis de revendications concrètes et immédiates, qui pourraient être plus accessibles à la population. Mais cela reste une illusion.

Poser la perspective de relocalisations dans le cadre de ce système, hors de la question des rapports de classes, de qui dirige les entreprises, sous quel contrôle, est à la fois un leurre et un piège pour les travailleurs. D'abord, l'essentiel des mesures avancées sont des déclarations d'intentions, des vœux pieux adressés aux institutions, comme si un bon « *gouvernement de gauche* » pouvait imposer quoi que ce soit aux multinationales. La CGT réclame, dans le même cadre politique, « *une re-localisation permettant une véritable planification de nos besoins, impulsée par un État stratège et développeur et mis en musique par un ministère de l'Industrie* »... On est loin de la lutte de classe !

Cette politique ne peut éviter le piège du nationalisme, quelle que soit la petite phrase sur la « *solidarité internationale* ». Les frontières ne protègent en rien les travailleurs de la mise en concurrence, ni de l'exploitation capitaliste. Ces discours sur la souveraineté ne servent qu'à les enrôler derrière « *l'intérêt national* » qui est toujours celui des capitalistes, sur le terrain politique de Macron, voire de Le Pen. La seule arme des travailleurs face à leur mise en concurrence, c'est leur unité et leur solidarité, sur le terrain de la lutte de classe et par-delà les frontières.

La nécessaire réorganisation de la production et des échanges par les travailleurs

Il n'y a pas de raccourci face à la gravité de la situation. La question essentielle est celle de l'intervention directe des travailleurs face à la gabegie du capitalisme et sa loi du profit. Les usines, les machines, les moyens de production ne sont pas détruits par l'épidémie. Ils ont besoin d'être soustraits de la course à la rentabilité financière et placés sous le contrôle démocratique de ceux qui produisent, dans l'intérêt de la collectivité, en expropriant les actionnaires et leur droit de s'approprier le travail collectif.

A partir des luttes face aux licenciements, aux attaques des patrons contre les salaires ou les conditions de travail, ce sont ces idées de la lutte de classe qu'il s'agit de rendre concrètes, ces mesures d'urgence face à leur crise : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, la prise en main de la production par les travailleurs eux-mêmes face aux fermetures d'entreprises.

Mais il est totalement illusoire d'imaginer des relocalisations sous le contrôle des travailleurs dans le cadre du

système sous la houlette de l'État de la bourgeoisie. Le monde partagé entre les multinationales est tel que les nécessaires réorganisations de la production à l'échelle internationale participent d'une transformation révolutionnaire de toute la société.

Répondre aux besoins sanitaires, écologiques, sociaux collectifs, ne peut passer que par l'expropriation de ces trusts mondiaux et de ces fonds d'investissements qui parasitent tout développement de la société en fonction des besoins.

Des années de mondialisation ont profondément modifié la société. Elles ont renforcé le prolétariat numériquement dans le monde entier. Aujourd'hui, 70 % des échanges de marchandises sur la planète procèdent de ces fameuses « chaînes de valeurs », organisées par les multinationales elles-mêmes. En 2014, une voiture Toyota comportait des pièces fabriquées par 2192 sous-traitants partout dans le monde.

C'est sur ces bases matérielles et économiques, que le prolétariat moderne et international est en mesure de contester le capitalisme, dans la perspective de réorganiser la production et les échanges à travers une réelle coopération, une planification mondialisée, internationale.

Pour organiser le pillage de la plus-value, les multinationales ont dû organiser la production à l'échelle de la planète, développer les outils de communication, jeter les bases d'une certaine anticipation en fonction du marché solvable pour optimiser leurs profits. L'expropriation de ces grands groupes financiers permettra de développer de façon radicalement différente une réelle coordination, une planification partant des besoins collectifs. Une telle transformation, la seule sortie de crise possible, est incompatible avec le maintien de la propriété privée et du système.

Laurent Delage